



**Communiqué**  
***Pour diffusion immédiate***

**Le Conseil de l'ARK reconduit son mandat en matière de sécurité civile au Nunavik et appuie fermement les efforts déployés par le CCRIUN pour lutter contre la pandémie de COVID-19.**

**Kuujuuaq (Québec), le 29 avril 2020** – Lors d'une assemblée extraordinaire du Conseil de l'Administration régionale Kativik (ARK) tenue mardi, les représentants élus de toutes les communautés ont traité des points à l'ordre du jour et ont particulièrement renouvelé leur appui indéfectible à l'équipe de gestion de crise de l'ARK qui fait face à la pandémie de COVID-19.

Depuis que le Comité consultatif régional en matière d'intervention d'urgence du Nunavik (CCRIUN) a été activé à la mi-mars, plusieurs mesures ont été adoptées pour lutter contre la pandémie. Voici quelques-unes des mesures déterminantes prises rapidement par le CCRIUN et ses partenaires : les vols réguliers de passagers ont été annulés, un couvre-feu a été imposé dans les 14 communautés, la vente d'alcool a été contrôlée et des programmes alimentaires ont été mis en place à l'intention des aînés et les personnes démunies.

L'ARK a créé le CCRIUN en novembre 2019 conformément à la Loi sur la sécurité civile. La Loi accorde à l'ARK des pouvoirs spéciaux pour faire face à des urgences telles que la pandémie de COVID-19.

« Notre équipe d'intervention d'urgence travaille fort pour lutter contre la pandémie et le Conseil de l'ARK est fier de la façon dont le CCRIUN s'acquitte de son mandat », a mentionné la présidente de l'ARK, Jennifer Munick. « Ce n'est que le début. Nous avons encore un bon bout de chemin à faire. Nous continuerons d'appuyer toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité des Nunavimmiuts. »

Pendant l'assemblée du Conseil de l'ARK, plusieurs points concernant la COVID-19 ont été discutés, incluant un rapport spécial du chef du Corps de police régional Kativik (CPRK) et directeur du Service de la sécurité publique de l'ARK, Jean-Pierre Larose, lequel contenait des statistiques indiquant que le nombre d'incidents graves et de dossiers criminels ouverts par le CPRK a chuté considérablement en avril. Cette situation peut être attribuable en partie à un certain nombre de facteurs, incluant les nouvelles restrictions concernant la vente d'alcool, l'imposition d'un couvre-feu et le bon comportement en général des Nunavimmiuts. Le principal objectif de ces mesures était de réduire les incidents et les problèmes de santé en ces temps difficiles.

Le nombre de dossiers ouverts par le CPRK a diminué de 54 % à Kuujuaq et de 88 % à Puvirnituk entre mars et avril 2020. Le nombre de personnes détenues dans les plus grands villages du Nunavik a suivi une tendance similaire au cours de la même période et a notamment diminué de 90 % à Puvirnituk.

« Cette diminution considérable ne résulte pas seulement des restrictions imposées sur la vente d'alcool et le confinement. Elle découle d'une combinaison de mesures », a expliqué Jean-Pierre Larose. « Nous avons effectué d'importantes saisies au cours des dernières semaines et derniers mois, particulièrement dans le cadre du Projet Plutonium, qui a permis de retirer du marché des centaines de bouteilles d'alcool ainsi que de la drogue. Ce projet a mis fin à des activités illégales de contrebande. »

Les membres du Conseil de l'ARK félicitent l'équipe de gestion de crise de l'ARK d'avoir agi promptement pour assurer la sécurité des Nunavimmiuts pendant cette crise de santé publique.

-30-

**Renseignements :**

**Julien Viau-Petit**

Agent de communication

Administration régionale Kativik

C. P. 9, Kuujuaq QC J0M 1C0

[media@krq.ca](mailto:media@krq.ca)

*L'Administration régionale Kativik est un organisme public non ethnique créé en 1978 suivant la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. L'ARK exerce sa compétence sur presque tout le territoire du Québec situé au nord du 55<sup>e</sup> parallèle dans les domaines suivants : affaires municipales, transports, environnement, police, emploi, formation de la main-d'œuvre, sécurité du revenu, services de garde à l'enfance, ressources renouvelables, aménagement du territoire, sécurité civile et développement économique.*